Zeitschrift: Schutz und Wehr : Zeitschrift der Gesamtverteidigung = revue pour les problèmes relatifs à la défense intégrale = rivista della difesa integrale

Herausgeber: Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes

Band: 32 (1966)

Heft: 5-6

Vereinsnachrichten: SGOT : Schweiz. Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Défense totale

(A la suite de la conférence de presse donnée devant les journalistes du Palais fédéral par la SGOT en février dernier, l'article suivant, paru dans le «Journal de Genève», mérite tout particulièrement de retenir l'attention de nos lecteurs: M. Georges Perrin, rédacteur parlementaire, a fort bien saisi et les intentions et le sens que nous voulions donner à cette orientation.)

Il y a quelques jours, M. Tschudi, chef du Département fédéral de l'intérieur, dans un exposé à la Société d'économie publique de Zurich, rappelait qu' une « politique de la science » digne de ce nom ne pouvait se contenter de mesures prises au gré des besoins, si importantes fussent-elles. Elle devait apparaître au contraire comme un tout cohérent, bien équilibré, intégré aussi, à sa juste place, dans l'ensemble de la politique nationale.

On pourrait, on devrait plus exactement pouvoir en dire autant de la politique militaire. Que ce ne soit pas encore le cas, deux officiers de milice, le colonel de Goumoëns et notre confrère Hugues Faesi, parlant au nom de la Société des officiers du service territorial, de constitution récente, l'ont très nettement laissé entendre, la semaine dernière.

Sans doute sommes-nous ici dans un domaine où il n'est guère possible de mener de front toutes les tâches particulières qui sont autant d'éléments de cette « politique militaire ». Il faut bien procéder par étapes selon un ordre d'importance et d'urgence. Du moins voudrait-on être certain que ce travail échelonné dans le temps est issu d'une conception générale nette et précise qui, une fois l'effort parvenu à son terme, assurera à l'ensemble la nécessaire cohésion.

Or, les officiers du service territorial ne cachent pas un certain souci à cet égard. Ils ne songent certes pas à remettre en cause les décisions relatives à la réorganisation de l'armée. Il leur semble en revanche — et c'est là une opinion qu'ils n'ont point de peine à faire partager — que certaines de ces décisions tout au moins ont été prises sans qu'on en ait mesuré toutes les conséquences, parce qu'a fait défaut une vue générale du problème. Nous avons aujourd'hui une armée plus mobile que naguère, une armée où le rôle et la place du moteur sont désormais fort importants. Et qui dit motorisation dit aussi réserves accrues de carburant, entrepôts, parcs et magasins plus nombreux, donc nécessité de renforcer, en raison aussi des dangers de sabotage, le service de garde qui incombe précisément aux « territoriaux ». Mais en même temps, en ramenant de 60 à 50 ans l'âge limite fixé aux obligations militaires, on privait le landsturm d'une part notable de ses effectifs. En d'autres termes, on n'a pas pris soin d'établir, au départ, un juste rapport entre l'ampleur de la tâche et les moyens disponibles. Il s'agit donc de combler une lacune.

Il y a pourtant un autre sujet de préoccupation. Aux termes d'une ordonnance datée de mars 1964, « le service territorial est chargé de seconder l'armée et d'aider militairement les autorités civiles et la population. Il est l'organe de liaison entre l'armée, la protection civile et l'économie de guerre ». Cette mission relève pour une part de cette « défense intégrale » que l'on est en train de préparer en vue d'une « guerre totale ». Elle ne saurait se borner, pour le service territorial, à transmettre aux autorités ou à la population civile les ordres de l'armée et à veiller à leur exécution. Une tâche telle que la définit l'ordonnance de l'an dernier exige la coordination, la collaboration entre militaires et civils, non pas une collaboration improvisée au hasard des circonstances, mais préparée, « exercée » si l'on peut dire.

Certains, qui accordent à cet élément de la « défense totale », une valeur considérable — et ils n'ont certes pas tort — vont jusqu'à préconiser la constitution d'« états-majors mixtes », réunissant officiers du

---

Der nun modifizierte P-3 wurde — wie die Aufnahme des Prototyps zeigt — mit einem verlängerten Motorvorbau versehen, der eine Propellerturbine UACL PT6 A-6 der United Aircraft of Canada mit einer mehr als doppelten Leistung, d. h. 550 PS, in sich birgt.

Es handelt sich um das gleiche Turbo-Triebwerk, das in die bewährten Pilatus-Turbo-Porter-Flugzeuge zum Einbau gelangt.

Die Leistungen des neuen Turbo-Trainers Pilatus P-3 B sind demnach bedeutend besser als beim herkömmlichen P-3-Kolbenmotor-Trainer. Die Steigleistung z. B. wird von 3 m/s auf 13,2 m/s, die Maximalgeschwindigkeit von 300 auf 400 km/h gesteigert. Die Startrollstrecke verkürzt sich von 220 m auf nur 137 m und die Landeausrollstrecke wird mit nur 107 m beziffert, so dass diese neue Version des ohnehin sehr bewährten P-3 zudem als ausgesprochener Stol-Typ — d. h. als Flugzeug mit verblüffenden Kurzstart- und -landeeigenschaften angesprochen werden kann. Das neue bzw. modifizierte Schul- und Uebungsflugzeug ist kürzlich an der Flugschau in Hannover vorgeführt worden, wobei es durch seine glänzenden Vorführungen die Fachwelt und auch den Laien sehr beeindruckte.

service territorial et représentants des autorités ou des administrations civiles. L'idée est audacieuse, un peu trop même, semble-t-il pour entrer dans les vues du haut commandement. Du moins ne serait-il pas possible de mettre au point, en temps de paix déjà, le système capable, en cas de péril, de donner son maximum d'efficacité au travail que militaires et civils devront bien exécuter en commun et en plein accord.

Les officiers du service territorial qui entendent rendre l'opinion publique attentive à l'importance de la question montrent par là-même qu'ils désirent accomplir leur devoir dans cet esprit de coopération qui seul peut donner tout son sens à la nation même de « défense intégrale ».

Georges Perrin

Blick über die Grenze:

Die Bundesrepublik schafft Heimatschutztruppe

(Der «Rheinische Merkur», Wochenzeitung für Politik, Kultur und Wirtschaft, in Köln, veröffentlichte kürzlich unter dem Titel «Reserve hat Ruh'» folgenden Kurzbericht über die Ablösung der freiwilligen Territorialreserve durch die neuzubildende «Heimatschutztruppe». Das Problem der Territorialverteidigung ist also auch in der Bundesrepublik erneut zur Diskussion gestellt.)

(Dans le « Rheinischer Merkur », hebdomadaire allemand paraissant à Cologne, nous avons lu la brève étude ci-dessous qui traite du remplacement en République fédérale allemande, de l'actuelle « réserve territoriale volontaire » par une troupe de protection territoriale, avec l'introduction d'un système de cours de répétition de deux semaines par année, dans près de deux douzaines de centres d'entraînement décentralisés. Cette troupe servira à la seule défense territoriale et ne sera pas intégrée dans les troupes de l'OTAN. Il est intéressant de suivre ce nouvel essai chez nos voisins du nord.)

In die an Fachausdrücken, zumal auch Anglizismen, nicht eben arme Sprache des modernen Militärs hat sich in diesen Tagen ein neuer, obschon recht herkömmlich formulierter Begriff eingefügt: die Heimatschutztruppe. Mag diese Bezeichnung den einen oder anderen Glossenschreiber zu Meditationen eigener Art reizen, mag auch die Vorläuferin der Heimatschutztruppe — die freiwillige Territorialreserve — einen glücklosen Start gehabt haben, so ändert das nichts an der Notwendigkeit, im Verteidigungsfall wichtige Anlagen und Versorgungslinien im Hinterland vor einem gegnerischen Zugriff sowie die Operationsfreiheit der NATO-Streitkräfte zu sichern. Genau dies bildet den Schwerpunkt der territorialen Verteidigungsaufgaben, die von der Heimatschutztruppe übernommen werden sollen.

Nun bildet die Heimatschutztruppe kein neues Aufstellungsvorhaben der Bundeswehr. Vielmehr ist sie nur ein neuer Begriff zur Kennzeichnung bestimmter Verbände mit jenen besonderen Aufträgen. Sie hätten eigentlich von der freiwilligen Territorialreserve ausgeführt werden sollen. Jedoch deckten sich die Freiwilligenmeldungen weder mit den vorgesehenen Einsatzräumen, noch reichte die Zahl an Ausbildern und Spezialisten aus dem Kreis freiwilliger Reservisten. Schliesslich zeitigten auch die Abend- und Wochenendausbildungen der «Terres», wie man die freiwillige Territorialreserve verkürzt nannte, nicht den von vielen erhofften, von manchen auch erwarteten Erfolg.

Also blieb keine Wahl: Das Bundesverteidigungsministerium musste sich zu Pflichteinberufungen für die Sicherungseinheiten der Heimatschutztruppe entschliessen, die bis 1969 immerhin rund 50 000 Mann stark sein wird. Wer aber wird herangezogen? Hierfür kommen allein voll ausgebildete Reservisten der Bundeswehr in Frage, denn ungediente Wehrpflichtige oder Reservisten mit Kurzausbildung wären den gestellten Aufgaben nicht gewachsen. Ueberdies müssen die Angehörigen der Heimatschutztruppe in einem Umkreis von etwa 25 Kilometern um den Aufstellungsort ihrer Sicherungseinheit wohnen. Nur so nämlich können die ja nicht garnisonierten Verbände kurzfristig einsatzbereit sein. Mit Ausnahme des ersten Jahres werden die «Schutztruppler» jährlich an 15 Tagen üben, während die Uebungsdauer im Aufstellungsjahr einer Einheit für Kompanie- und Zugführer vier, für Gruppenführer drei Wochen und für Mannschaften eine Woche betragen wird. Unter der Anleitung aktiven Ausbildungspersonals der Territorialverteidigung wird zunächst in sechs, bis 1968 in insgesamt 22 Ausbildungszentren trainiert. Waffen, Kraftfahrzeuge und anderes Gerät werden in einer Reihe rasch erreichbarer Materialdepots bereitgehalten.

Gewiss kann das Entstehen der Heimatschutztruppe — die, wie die ganze Territorialverteidigung der Bundeswehr, stets in nationaler Verfügung bleibt — einige Probleme bei Industrie, Handel und Gewerbe aufwerfen. Schliesslich werden der Wirtschaft wiederum, wenn auch nur für jeweils kurze Zeit, knappe Arbeitskräfte entzogen. Dennoch ist es zweckmässiger, das bedeutende Reservistenreservoir zu erschliessen, als eine «Volltruppe» aufzustellen. Sie wäre — neben den der NATO eingegliederten Bundeswehrverbänden von Heer, Marine und Luftwaffe — volkswirtschaftlich nur schwer zu verantworten. Allerdings wird das Verteidigungsministerium darauf achten müssen, dass der Heimatschutztruppe nicht jene Spezialisten unter den Reservisten zugeführt werden, die bei den NATO-Kampfeinheiten vonnöten sind. Wie zu erfahren ist, soll dies auch nicht geschehen. Aber die Wege der Militärbürokratie sind mitunter seltsam. Diese Erkenntnis ist wohl mindestens so alt wie der Name, den die neuen Formationen der Territorialverteidigung tragen werden: Schutztruppe.